

3334

Ils feront tous une même politique antouvrière

A la crise : SOLUTION OUVRIÈRE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 364

JEUDI 11 JUIN 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

REYNAUD et Mendès-France ont permis, en posant leur candidature devant l'Assemblée Nationale pour tenter de résoudre la crise ministérielle qui dure depuis trois semaines, d'éclairer franchement sous les yeux de l'opinion la situation dans laquelle se trouve, à l'heure présente, la bourgeoisie française.

Grave crise, la question d'une solution est posée, n'arrête pas d'écrire chaque jour, depuis la chute de Mayer, la presse bourgeoisie. En fait, la crise présente n'est pas plus grave que les précédentes. Seulement Reynaud et Mendès-France, en se montrant décidés à proposer des programmes qui sauvegarderaient l'intérêt général de la bourgeoisie ont créé ce climat particulier dans lequel se déroule cette crise.

Mendès-France a particulièrement joué un rôle dans la création de ce climat. Ce radical ne connaît pas l'usage du pouvoir et les positions qu'il a souvent défendues ont fait illusion surtout sur le clan de ces éternels démocrates et bourgeois dits de gauche.

Mais la décadence de la bourgeoisie française est à un tel point qu'elle a perdu toute notion d'intérêt général. La majorité des capitalistes n'ont plus que des intérêts particuliers et divergents qui s'opposent à toute politique d'ensemble.

Deux petits faits suffisent pour illustrer admirablement les préoccupations primordiales des différentes fractions

de la bourgeoisie : le député R.P.F. Hénault fit remarquer lors de la discussion sur l'investiture de Mendès-France que la question importante qui se posait était celle des débouchés pour le cidre, les pommes et les betteraves. De son côté « La Vie française » du 5 juin constatait amèrement que aucun des candidats à la direction du gouvernement n'avaient abordé le problème de l'alcool.

Mais il y a encore une deuxième réalité qui explique l'insouciance de la bourgeoisie pour se donner une politique cohérente. Les capitalistes en majorité ne souffrent pas encore mais profitent, au contraire, de la situation actuelle. Les 700 milliards de déficit budgétaire, les frais de la catastrophe que guerre d'Indochine ne se cherchent pas encore dans leurs poches mais dans celles des travailleurs.

Aussi le programme de Reynaud d'abord, celui de Mendès-France ensuite, ont-ils été refusés par l'Assemblée parce que peut-être les intérêts particuliers, économiques et politiques, auraient été sacrifiés.

Ce que désire la bourgeoisie c'est un programme sauvegardant tous ses intérêts et faisant payer tous les frais à la classe ouvrière.

Bidault qui vient d'être appelé pour constituer le gouvernement peut être l'homme, pour un temps, que désire la bourgeoisie. Pour un temps seulement, car la solution est dans la dissolution de l'Assemblée, dans un autre système constitutionnel, et non dans le choix d'un ministre quelconque. Ce nouveau système politique saura donner au capitalisme un parlement capable d'assurer la pire des réactions, un gouvernement qui liquidera tout le prolétariat organisé.

La situation actuelle n'a donc jamais réuni autant de conditions favorables pour l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Mais cette situation risque d'échapper aux travailleurs si pour une bonne fois ils n'en finissent pas, en les débordant, avec les organisations socialistes et stalinianes qui les conduisent dans l'impasse et favorisent l'entreprise réactionnaire de la bourgeoisie. N'a-t-on pas vu le parti socialiste voter pour l'investiture de Mendès-France ?

Avant le sursaut de la bourgeoisie qui ne se sauvera que par une dictature férocement antouvrière, l'unité d'action qui est réalisée dans l'esprit de tous les travailleurs doit se concrétiser et se développer par une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est parce que nous voulons cela, parce que nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux des travailleurs que nous luttons pour développer cette unité d'action, que nous luttons pour les revendications, pour la défense de nos libertés ouvrières, pour le communisme libertaire, pour la révolution.

La réforme monétaire qui vient d'avoir lieu en Tchécoslovaquie est un événement qui revêt assez d'importance pour que nous en analysions ici les principales clauses.

Une situation économique extrêmement grave a apparemment provoqué cette réforme.

Toute la monnaie a été échangée lundi. Les salariés, à concurrence de 300 couronnes, ont reçu une couronne contre cinq. Au-dessus, le taux d'échange est de 50 contre 1. Cependant, l'argent déposé dans les caisses d'épargne a été échangé au taux de 5 contre 1 jusqu'à 5.000 couronnes, au taux de 6,25 jusqu'à 10.000 et au taux de 10 jusqu'à 20.000 couronnes.

Il est facile de démontrer que cette mesure frappe la classe ouvrière dans l'immédiat.

Prenons tout d'abord la déclaration que Vilim Siroky, président du Conseil, a faite devant l'Assemblée Nationale :

« Les spéculateurs se sont enrichis aux dépens de la population laborieuse et ont amassé d'énormes bénéfices. »

Et ces spéculateurs pourront échanger leurs couronnes à 1 contre 50. Puisque leurs bénéfices sont énormes, ils conserveront encore un capital appréciable, alors que les travailleurs qui ont quelques économies se voient à peu près totalement frustrés. Pour ceux-ci,

certainement la majorité, car il n'est pas commun de déposer à la caisse d'épargne sa paye du mois et même les quelques petites économies courantes, voici ce qu'a dit M. Zdenek Nejedly, vice-président du Conseil :

« La réforme est dirigée contre les restes du capitalisme, et si des ouvriers ont perdu ainsi leurs économies, c'est leur faute. Au lieu de garder leur argent improprement chez eux et le voir échanger à 50 contre 1, ils n'avaient qu'à déposer dans les banques d'Etat où leur auroir été changé à 5 contre 1. »

Ainsi, dans une démocratie dite populaire, le capitalisme semble encore florissant, de l'aveu même des deux textes cités : Nejedly avoue que c'est du capitalisme et Siroky que les spéculateurs ont amassé d'énormes bénéfices.

C'est donc qu'en Tchécoslovaquie les conditions sont propices à l'appropriation capitaliste, donc que l'économie est une économie de type capitaliste.

La réforme monétaire ne fait que confirmer nos dires.

La mission historique de toute révolution est de liquider rapidement et radicalement les survivances de la bourgeoisie en tant que classe exploitante et spéculatrice.

Pourquoi donc ces spéculateurs ne sont-ils pas purement et sim-

plement liquidés, alors que le gouvernement tchécoslovaque, en prétextant leur destruction à travers sa réforme monétaire, a en fait ruiné les travailleurs, comme nous l'avons indiqué plus haut ?

Une deuxième conséquence de la réforme est la suppression du rationnement. Les cartes de ravitaillement et de textiles, assurant aux salariés un minimum de produits à des prix fixés par l'Etat, sont supprimées.

Une baisse a été décrétée sur les produits qui étaient en vente libre. Les prix qui étaient appliqués au marché noir (évidemment pour les produits précédemment contingents) seront réduits de 37 % pour les produits industriels, de 31 % pour les produits alimentaires.

Si l'Etat fixe un taux de baisse sur les prix du marché noir, cela prouve qu'il existait un taux officiel connu et reconnu par l'Etat ! Et aujourd'hui ce même Etat reprend à son compte personnel (qu'est-ce qui nous prouve que cela n'existe pas déjà ?) les prix du marché noir en les réduisant d'un tiers seulement. Ce qui signifie sur un autre plan que le niveau de vie des travailleurs va baisser de deux tiers dans le secteur des denrées qui étaient contingentes, c'est-à-dire les denrées essentielles.

La classe ouvrière tchécoslovaque s'y est-elle trompée ? Certains seront étonnés d'entendre parler de classe ouvrière en démocratie « populaire ». Mais Staline lui-même avoue qu'il y a une classe ouvrière et une paysannerie en U.R.S.S. (Cf. les cours de l'école élémentaire du P.C.F.). L'on sait que Marx démontre que l'Etat est la forme coercitive que prend la classe dominante, qu'en Tchécoslovaquie existe cette « dictature du prolétariat ». Prendons les paroles du vice-président tchécoslovaque parlant de la réforme :

« La nation commence maintenant à comprendre que cette réforme est une bonne chose. »

On s'aperçoit immédiatement que la prétendue dictature du prolétariat s'exerce en fait contre le prolétariat qui (parait-il !) comprend après coup, mais ne comprend de toute façon pas !

Et voilà que nous apprenons que le prolétariat ne comprend pas et même se révolte ! Des manifestations ont eu lieu, des grèves ont éclaté. Pilsen seraient en état de siège, et à Ostrava, à Brno, les ouvriers ont refusé de se rendre à leur travail.

Le vice-président du Conseil a avoué publiquement les troubles :

« Des premiers jours de la réforme s'est manifestée dans les rangs de la classe ouvrière une réistance ouverte. »

Et le « Rude Pravo », organe officiel du P.C. tchécoslovaque, parle d'agitation, de mécontentement, etc...

Nous avons là une manifestation éclatante de notre lutte 3^e Front révolutionnaire. Il n'est pas pensable, et les camarades staliniens de la base ne nous contrediront pas, que le prolétariat tchécoslovaque lutte pour « l'idéologie américaine ». La lutte aujourd'hui pour ses revendications et, comme dans tous les pays, il entre, ce faisant, en lutte violente avec la force oppressive de la classe dominante.

La lutte reste, plus que jamais, partout, aux Etats-Unis comme en Russie, en Europe comme aux colonies, sous le signe du 3^e Front, le combat du prolétariat contre les formes les plus barbares d'oppression que prend l'impérialisme en crise permanente.

G. EVRARD.

Le prolétariat international ne doit pas être dupé : les rapprochements passagers Est-Ouest ou les velléités d'indépendance de Churchill ne peuvent masquer l'antagonisme profond (basé sur des faits économiques que les systèmes capitalistes ne peuvent surmonter) qui oppose les deux blocs.

La lutte reste, plus que jamais, partout, aux Etats-Unis comme en Russie, en Europe comme aux colonies, sous le signe du 3^e Front, le combat du prolétariat contre les formes les plus barbares d'oppression que prend l'impérialisme en crise permanente.

P. PHILIPPE.

Churchill fera-t-il cavalier seul ?

4^e Réprésentation de la Chine communautaire aux Nations Unies.

En fait, les raisons économiques d'un rapprochement avec l'Est sont plus importantes pour la Grande-Bretagne et ses associés, que les raisons politiques. Le Commonwealth cherche des marchés pour son industrie et la Chine de Mao Tsé Tung est le principal de ces marchés. D'autre part, la conférence des neuf premiers ministres du « Commonwealth » a surtout porté sur le problème des relations entre l'Est et l'Ouest. On sait maintenant que cette conférence impériale s'est unanimement rangée au point de vue de Churchill qui a justement exigé cette unité qui lui donne davantage de poids dans toutes les conférences internationales à venir. La politique du « Commonwealth » britannique se résume en quatre points :

1^{er} Conférence à quatre avec l'U.R.S.S. au plus tôt.

2^e Acceptation des contre-propositions communistes pour la conclusion d'une trêve en Corée.

3^e Conférence politique après cette trêve, avec représentation du Commonwealth.

Les vacances

Jullet-août-septembre, trois mois pendant lesquels s'échelonnent les vacances ouvrières. Journées de vacances merveilleuses où enfin les perspectives journalières seront autres que le métro, le bus, l'enceinte grise de l'usine et la gueule du contremaître.

Mais ces journées qui nous appartiennent, que nous avons su arracher à nos patrons dans notre lutte victorieuse de 1936 ne nous séparent pas de notre condition. Et les lendemains de lutte que nous avons déjà préparés pour défendre notre pain, notre paix, notre liberté font aussi que ces vacances ne sont qu'une trêve.

Les patrons et l'Etat savent que la lutte reprendra. Ils savent que la trêve des vacances ne signifie pas l'arrêt de la lutte. Il faut qu'ils sachent que l'effervescence des dernières semaines dans l'ensemble des corporations se manifesterait à nouveau à la rentrée pour s'étendre dans une offensive générale contre l'exploitation.

Pour marquer cette constance dans la volonté de la classe ouvrière, pour marquer notre volonté, LE LIBERTAIRE NE PART PAS EN VACANCES.

Pour être toujours présent parmi ceux qui partent et surtout partout ceux qui restent, parmi ceux qui auront pendant ces journées toujours comme décor les murs de l'usine, LE LIBERTAIRE CONTINUE A COMME CHAQUE ANNEE SA PARUTION.

MAIS POUR CELA, IL FAUT QUE VOUS L'AIDEZ.

Renouveler votre abonnement, même s'il n'est pas terminé. Vous n'y perdez rien, votre réabonnement ne partira qu'à l'expiration du précédent.

Si vous avez l'habitude d'acheter LE LIBERTAIRE au numéro, vous prendrez un abonnement de vacances.

MAIS TOUS VOUS SOUSCRIREZ. Vous tiendrez à manifester votre solidarité avec votre journal. Vous tiendrez à ce que, par votre effort, il continue sa parution pendant les mois d'été. Vous tiendrez à marquer votre désir de le retrouver, comme auparavant, chaque semaine. Vous tiendrez à ce qu'il garde sa place dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

POUR LE LIBERTAIRE INSCRIVEZ VOTRE NOM A LA SOUSCRIPTION.

(voir la liste de souscription en page 2)

Les voleurs des enfants Finaly confondus

Le grand rabbinat de France a remis hier à la presse un communiqué

concernant l'affaire Finaly. Nous insérons ce communiqué pour son ton de véhément protestation contre ce scandale. Toutefois, nous tenons à faire toute réserve sur l'attitude objective du Rabbinat qui représente une religion aussi référante que la religion catholique. Nous ne rappellerons que le dernier exemple en date : celui de l'enlèvement, par ses parents, de cette jeune fille juive mariée contre leur gré à un chrétien.

Les enfants Robert et Gérald Finaly sont toujours aux mains de leurs ravisseurs. L'inquiétude est grande. A la demande de l'Eglise, un accord a été conclu le 6 mars entre elle, la famille et le grand rabbinat de France.

Celui-ci a accepté de s'y associer, autant dans l'intérêt des enfants que dans le devoir d'éviter que soit troublée la paix religieuse du pays. Il a le regret de déclarer que, malgré les trois mois d'attente, les promesses des représentants de la hiérarchie catholique n'ont pas été tenues, bien qu'elles aient été plusieurs fois renouvelées.

Il ne peut s'empêcher de s'interroger sur le degré de sincérité qui les a inspirées. Il rapproche le maintien des enfants en Espagne du fait que les hauts dignitaires ecclésiastiques n'ont jamais condamné officiellement les ravisseurs et leurs complices, parmi lesquels des prêtres et des religieuses. Il constate, de plus, que des théologiens catholiques ont pu soutenir, sans être blâmés, la légitimité canonique de cet enlèvement rituel.

Il stigmatise l'action de ceux qui invoquent, quand il s'agit de leurs intérêts, les droits de la famille, et qui n'hésitent pas à fouler au pied ces mêmes droits quand la famille est juive.

Il attire l'attention des parents israélites sur le danger auquel leurs enfants se trouvent exposés ; nul enfant juif n'est plus à l'abri d'un baptême secret administré ; nul enfant juif, même baptisé indûment, n'est plus protégé contre le zèle fanatique de prêtres l'enlevant à sa famille pour le garder dans la foi catholique.

Il s'élève contre les lenteurs de l'enquête judiciaire et contre l'indulgence administrative. Il s'étonne de l'immunité particulière dont bénéficient des personnes notamment coupables dont un récent communiqué a révélé qu'elles connaissent parfaitement la retraite des enfants.

Le grand rabbinat de France affirme solennellement qu'il n'acceptera jamais cette manœuvre sur des orphelins, contraire à la volonté des parents assassinés par les nazis, et qu'il ne restera pas témoin impuissant de cette intense haine à la mémoire des martyrs du judaïsme.

Il considère comme un devoir sacré de poursuivre son action pour que de telles pratiques, dont l'affaire Finaly n'est pas l'unique exemple, ne soient même plus concevables.

J. STANOIS.

Amis, Lecteurs,

Pendant vos vacances vous ne trouverez pas LE LIBERTAIRE partout. Souscrivez un abonnement de vacances et vous serez certain de lire votre journal préféré chaque semaine.

6 mois : 60 francs.

2 mois : 120 francs

3 mois : 180 francs

Adresssez votre somme et l'adresse de votre séjour à Lustre René, 145, quai de Valmy, Paris-10^e, C.C.P. 8032-34 - Paris.

LES ASSASSINS DU PEUPLE INDOCHINOIS SE TROMPENT

Ils ne recruteront pas dans la classe ouvrière

NOUS ne mettrons jamais assez en garde les jeunes Français, les jeunes chômeurs particulièrement, contre les écueils racolages du recrutement dont ils sont l'objet. S'il y a des morts qu'il faut tuer, le militarisme qui reste à abattre se porte malheureusement mieux que jamais. En ces temps de pleine frénésie guerrière chaude et froide, la parole n'est plus qu'à la meute internationale des généraux qui dirigent en maîtres plus de 32 Etats dont les trois plus puissants sont les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Chine de Mao.

L'esprit du corps des parachutistes coloniaux est de ceux qui soulèvent les cours les mieux accrochés, irrésistiblement. En attendant, l'inévitable porte-à-porte des sergents recruteurs, des A.F.A.T. (Auxiliaires Féminines de l'Armée de Terre) et autres madelins pin-ups, des camions publicitaires spécialement équipés à coups de millions puisés dans les poches des travailleurs, répandant à certains carrefours de Paris la propagande de ceux dont toute la fortune est constituée par la gloire d'assassiner les peuples coloniaux. Ces rebatteurs opèrent leurs racolages surtout dans les quartiers où ils risquent peu la colère et la riposte populaires. Ils n'ont pas déballer leur bas sur le boulevard de Belleville, le peuple ouvrier du quartier révolutionnaire de Paris leur infligerait par solidarité avec les peuples coloniaux le cinglant accueil qu'ils méritent.

L'autre jour, une de ces officines ambulantes déversait sa propagande par haut-parleur au carrefour Villiers, sous la protection de la police. Rien n'y manquait : déplis de parachutes sur les arbres du boulevard des Courcelles, projections de bandes relatant les exploits en Indochine des assassins au bâton rouge, exposition de trophées, photos, matériel d'action, vente de divers fétiches, etc... le tout arrosé copieusement d'appels et de commentaires qui ne sont ni spirituels, ni discrets. L'effet de cette propagande est très certainement inverse de celui recherché par les services psychologiques du ministère de la Guerre. Hormis une

infime minorité de jobards qui croient vaguement au patriotisme avec son inévitable cortège d'âneries sentimentales et militaristes, les passants attirés par les bateleurs militaires repartent prestement avec une forte envie de vomir de dégoût et un brûlant désir de crier aux rebatteurs ce qu'on pense d'eux : *Assassins ! Salauds !* Les yeux se déclinent et les jeunes réalisent de plus en plus la crapule des entreprises des guerres coloniales. Les travailleurs unanimes ne peuvent que se rejouer de la sérieuse crise du recrutement en dépit des moyens perfectionnés déployés par l'armée à l'appui de ses offres alléchantes. Inaugurant le 28 mai, à Paris, le premier « bureau de renseignements » de l'armée destiné à documenter les jeunes sur le noble métier des armes et les avantages des carrières aux colonies, le général Molière a déclaré à brûle-pourpoint que l'armée a besoin de personnel, mais qu'elle ne peut pas être un dépôti ! Tiens, tiens ! Il y a donc des ordres dans l'armée française ? Il est bon qu'un général en activité vienne confirmer ce que nul non-conformiste n'ignore. Elle veut, a ajouté le général à la fine gueule, attirer les jeunes en connaissance de cause. Un vœu qui risque d'attendre longtemps avant d'être réalisé. Quant à ceux qui, en toute connaissance de cause, partent aux colonies pour y maintenir la présence française en réduisant tous les opposants, même quand ce sont les nourrissons tunisiens du Cap Bon embrigés à la baïonnette et écrasés dans leurs berceaux à coups de crosses et de talons, qu'ils sachent que leur mission n'est ni sans péril, ni de tout repos. Les temps sont révolus où les colonisés, Africains ou Asiatiques, blancs, jaunes ou noirs, mouraient docilement pour la gloire et le salut de la France quand elle est en péril ou se laissaient assassiner par ses régionalistes en réclamant du pain, du soleil et de la liberté.

Un nombre de ces volontaires assassins au bâton rouge risquent de dormir leur dernier sommeil dans les sépultures sombres des terres coloniales.

Idir AMAZIT.

La télévision, arme nouvelle au service de l'oppression

L'IMPERIALISME anglais ne peut plus désormais maintenir son emprise sur les peuples colonisés. L'indépendance de l'Inde avait annoncé l'effondrement du premier empire mondial dont les bouleversements égyptiens, la révolution des Mau-Mau confirment l'évolution fatale. La dernière guerre, par la consécration définitive de l'arme aérienne, a réduit à néant les données d'isolationnisme insulaire de la Grande-Bretagne, laquelle devient, de fait, un simple fragment du groupe continental européen. Les Etats-Unis, c'est-à-dire les grands magnats du capitalisme de ce pays, ont supplantié l'expansionnisme britannique. Sur son propre sol, l'Angleterre devra faire face à ses crises économiques : surproduction, chômage, ménage, sujétion aux initiatives de l'imperialisme américain. Sa structure sociale, là comme ici, ne pourra lui permettre de résoudre ces difficultés, quelles que soient l'éloquence de ses leaders politiques et l'ingéniosité de ses technocrates. Il semble qu'il soit nécessaire de se rappeler ces évidences communes pour discerner le sens du bluff de la partie du couronnement, cet enter-

ment de première classe d'un des derniers bastions du capitalisme. La manœuvre a-t-elle réussi dans l'immédiat ? On ne sait pour l'instant et il sera bien difficile de connaître les réactions profondes du prolétariat britannique. Les ouvriers parisiens, eux, n'ont vu dans ce déambulé qu'un grand tapage publicitaire à la Barnum, malgré les coups de grosse caisse de la presse et de la radio. Il est curieux de constater que maints quotidiens qui furent dégoulinant de la couleur en première, lors de l'« événement », en sont déjà réduits à quelques échos à la trois comme pour une quelconque investiture de la semaine.

Au-delà de cet épisode historique assez banal s'est révélé un fait d'une autre importance dont les prolongements dans le temps doivent nous tenir sur nos gardes, il s'agit d'une nouvelle puissance de propagande monstrueuse aux mains des oppresseurs : la télévision. Si le thème sur lequel elle s'est exercée ne fut guère d'un niveau intellectuel plus élevé que les habiletés actualités cinématographiques, techniquement, elle a gagné la partie et il faudra compter avec elle. Le temps n'est pas

éloigné où la plupart des maisons, après l'électricité et la radio, auront la télévision à tous les étages, y compris jusque dans les chambres de bonnes du sixième où se pressent des familles de cinq personnes et plus. Pour lutter contre cette arme de propagande, les groupements d'avant-garde n'auront que les quelques publications imprimées qu'ils maintiennent à grands renforts d'entraide. Le principe de la liberté d'expression, déjà limité par maintes censures, ne sera plus qu'une proposition platonique, une formule vide de sens, une gasconnerie, face à ces réalités techniques : cinéma, radio, télévision au service des pouvoirs constitués. Le son, l'image ne sont plus raisonnées dans la structure de la phrase écrite, suggérées dans l'ambiance d'une conférence, mais martelées dans l'oreille, plaquées à la rétine. Qu'on ne s'y trompe pas, nous assistons sans trop nous en rendre compte à une violence de la liberté de pensée dans ses retranchements les plus intimes.

Nous n'exagérons rien. Songeons que, durant la dernière guerre, la propagande des Etats belligérants fait appel aux savants afin de s'aliéner la personne humaine jusqu'en son « inviolabilité » psychique par des travaux méthodiques. Le résultat vaut ce qu'il vaut et si nous pensons qu'un Molière ou un Tristan Bernard sont dix fois plus psychologues qu'une académie de psychiatres et de psychanalystes réunis, il n'en reste pas moins vrai que de nombreux films de guerre s'offrant au spectateur de boîte foie sous l'aspect d'une quelconque histoire héroïco-sentimentale n'ont servi qu'à répandre la drogue de ces messieurs — de leur propre aveu.

Existe-t-il une parade possible aux coups que ne manquera pas de porter cette arme nouvelle ? Nous avouons bien humblement que nous n'en savons rien. Il nous a semblé seulement honnêtement d'essayer d'exprimer la naissance d'un stade de notre civilisation d'une gravité exceptionnelle.

A. CHANCELLER.

LA RADIO

Lorsque l'enfant paraît d'André ROUSSIN

Pour s'offrir le théâtre, il faut de l'argent. De l'argent pour payer l'entrée, le programme, le vestiaire. Tout cela multiplié par trois, par exemple, commence à compter. La radio, dans ses retransmissions théâtrales, ne peut nous offrir que l'aspect verbal du théâtre. Le théâtre, évidemment, n'est pas cela. La mise en scène, le jeu des acteurs, l'ambiance, disparaissent. L'art du comédien, pour ne citer qu'un de ces éléments, est suffisant à lui seul pour flatter le spectateur B.O.F. ignare n'en sait pas. Il est des choses avec lesquelles il ne faudrait pas trop jouer. Nous, ouvriers, qui avons souvent de sérieuses raisons pour être en conflit avec la Faculté, surtout lorsque celle-ci échoue à élaborer le problème du prolétariat, nous savons que, dans de nombreuses circonstances, le praticien est un type social qui représente un des derniers vestiges de l'honnêteté artisanale. M. Roussin est peut-être un grand technicien du spectacle. Je lui reprocherais d'avoir trop de mérite et de s'en servir trop visiblement... à son insu.

Autour du Couronnement

Lise Eliane nous raconte qu'elle a vu tout le monde aller et venir dans les rues de Londres. Au hasard, des gentlemen en gibus, des ouvriers en casquette, des policiers à cheval. « Et tout ce monde se précipite dans le métro... ? » Je n'ai absolument rien contre le métro londonien, mais je ne vois pas très bien, même en tenant compte des us et coutumes selon la géographie, un jockey entrer dans le métro à cheval à la station « Château de Vincennes ». A.C.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT
CONGRÈS du SYNDICAT NATIONAL des INSTITUTEURS

du 15 au 20 juillet 1953

Motion présentée par l'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

Nous présentons aujourd'hui aux lecteurs du « Libertaire » la motion qui sera débattue par nos camarades de l'« Ecole Emancipée » au Congrès du Syndicat National des Instituteurs qui se tiendra à Pau du 15 au 20 juillet 1953.

On notera la similitude des points de vue développés ici avec ceux que nous avons développés dans notre journal au cours de l'année notamment en ce qui concerne la défense laïque, la lutte anticoloniale et le 3^e FRONT.

Cette motion s'oppose à celle de la tendance autonomie, à celle de la tendance C.G.T. et à celle de la tendance F.O. Rappelons que, l'année dernière à Paris, la tendance autonomie l'emporta avec 985 mandats alors que 422 mandats allaient à la C.G.T., 120 à l'Ecole Emancipée et 6 à F.O. (?)

Remarquons que F.O., très proche de la majorité, n'a pas retenu la leçon du passé et que cette Central inexistante au S.N.I. présente tout de même une nouvelle motion pour le congrès de Pau.

Nous ne doutons pas que l'Ecole Emancipée marquera un nouveau progrès cette année, popularisant ainsi le point de vue communiste libertaire.

M. M.

dier avec elles les modalités de l'aide effective qu'il est possible de leur apporter. Il doit en outre exiger pour les travailleurs des colonies le respect des droits et libertés démocratiques, la cessation des arrestations arbitraires, des pressions idéologiques, des entraves à l'action syndicale, du truquage des élections, etc...

Organiser et unifier une authentique opposition à la guerre, aussi bien en dénonçant les mots d'ordre illusoires et réformistes des Combattants de la Paix, ou le « patriotisme » stalinien, que les mensonges de l'imperialisme américain et de son valet l'imperialisme français.

Pratiquement, il importe d'organiser la lutte contre les 18 mois, les budgets de guerre, et d'exiger la cessation des conflits en cours sans vainqueurs ni vaincus, ainsi que la reprise des négociations avec le peuple vietnamien. Sur un plan plus général s'impose le boycott de la préparation militaire et la lutte contre la propagande militaire à l'école.

Les syndiqués sont placés à la croisée des chemins. Par leur vote, ils diront s'ils veulent l'enlèvement dans un corporatisme mortel ou à l'œuvre d'un syndicalisme offensif et rénové.

« L'Ecole Emancipée ».

Au Maroc, la lutte de classe continue derrière le paravent des pétitions des caïds

tant fin précipitamment à une croisière galante.

En fait, il est bien évident que la première pétition est un coup monté de la résidence qui a mis en avant ses sbires les plus dévoués. Le colonat français ressort depuis longtemps que bien qu'ayant lui-même nommé le sujet actuel, celui-ci n'est plus à sa dévotion aveugle et qu'il serait très avantageux de le remplacer par le trône par un mannequin dont le type parfait est le général... et ceci, vieux bandit des montagnes du centre atlas (tribu des gnaouas installé par les Français, pacha à Marrakech) rancunier, également avec une odiuse brutalité les populations berbères du sud marocain et ainsi n'jamais prétendre s'opposer à la politique de ceux qui lui ont assuré la fortune.

Quant à la contre-pétition elle reflète la volonté de résistance nationale d'une certaine partie de la bourgeoisie plus que celle du prolétariat marocain.

Cette démarche de certains hauts fonctionnaires marocains qui l'ont à vouloir rendre spectaculaire avait pour but de jeter le discrédit sur la personnalité du sultan. Sans aller nettement jusqu'à réclamer la déposition du souverain, les caïds et pachas espéraient susciter un climat d'hostilité accrue vis-à-vis de « Sa Majesté » suspecte de faire le jeu de l'Istiglal. Contre-attaquant aussitôt le Makhzen (pouvoir central) protestait et demandait aux autorités françaises de réprimer cette action simultanée.

Sur le plan politique l'affondrement du R.P.F. est peut-être le signe de l'incapacité de la bourgeoisie à créer un « Etat fort ». Les contradictions qui la secouent se manifestent dans les difficultés accrues à résoudre les crises gouvernementales.

Sur le plan international l'harmonie est loin de régner dans le camp impérialiste : une polémique manifeste des divergences sérieuses s'instaure entre Churchill, Eisenhower, Attlee, Mac Arthur, Quant à l'U.R.S.S., silencieuse, elle a besoin de surmonter l'affaiblissement contestable dû à la mort de Staline.

Enfin, il est bien évident que la révolte des peuples coloniaux ne donne aucun signe d'épuisement, au contraire.

LE ROLE DU S.N.I.

NOUS voyons dans cette situation des possibilités, encore embryonnaires, pour un renouveau de l'action syndicale. Ce n'est certes pas le moment d'un repli. Et nous pensons que notre responsabilité serait gravement engagée si nous persistions à promouvoir des mots d'ordre revendicatifs susceptibles d'entraîner des conflits graves au sein de la Fonction publique. Il faut aller dans le sens de l'offensive sociale commune et non à contre-sens — d'où la nécessité de promouvoir une plate-forme de lutte unitaire et commune.

1) **Défense des libertés.** — C'est un point essentiel, pour lequel l'attente est mortelle. Il est plus difficile de faire annuler une loi que d'éviter son vote.

En ce sens, il est urgent de faire échec, au projet de réforme de la Fonction publique et de veiller aux tentatives de modifications constitutionnelles. La lutte pour le respect des droits syndicaux doit être maintenue.

2) **La lutte pour la défense des libertés doit être associée à la lutte économique** : sur ce point, nous n'avons rien à modifier aux objectifs maintenus : révolution, échelle mobile, suppression des zones de salaires doivent être les mots d'ordre-pilote de tout action syndicale.

3) **En vue de l'élaboration d'une charte de la Fonction publique et de la mise en œuvre de moyens d'action, le S.N.I. doit proposer l'organisation de conférences départementales et régionales de la Fonction publique tendant à préparer une conférence nationale.**

4) **Aux revendications d'indemnités, nous devons substituer sur le plan corporatif la défense du sort des jeunes et des catégories défavorisées par l'amélioration de l'avancement, l'indice aux normes, l'application immédiate de la loi du 8 mai et l'abrogation du décret d'application du 28 octobre pour les suppléants.**

5) **Sur le plan de la défense laïque, le S.N.I. doit rassembler toutes les for-**

La Pravda, 31-4-53 :

« L'éminent savant qu'est le camarade Popovitch, commissaire du Centre de Recherches Sociales, rattaché à l'Académie des Sciences d'U.R.S.S., vient de faire devant un assemblage de sociologues et de philosophes une déclaration d'où il ressort que le marxisme était déjà répandu en Russie au XV^e siècle, bien avant qu'un obscur soi-disant penseur allemand ne s'en attribue la paternité aux dépens du grand économiste et philosophe russe Marximon (1602-1656). »

C'était dans la Pravda du 31 avril, mais quand même...

L'Humanité, 21-5-53 :

Dans un article de critique sur le bouquin de Georges Arnaud *Schiltibien* 41, j'ai lu avec surprise deux mots d'argot que j'ignorais : « les flâffes... les matous ».

Avec surprise car d'après le sens de la phrase il doit s'agir de « gaffes » et de « matous ». Mais comme l'article était signé R. Cavan, alors savoir...

R. CAVAN.

La Pravda, 31-4-53 :

« L'éminent savant qu'est le camarade Popovitch, commissaire du Centre de Recherches Sociales, rattaché à l'Académie des Sciences d'U.R.S.S., vient de faire devant un assemblage de sociologues et de philosophes une déclaration d'où il ressort que le marxisme était déjà répandu en Russie au XV^e siècle, bien avant qu'un obscur soi-disant penseur allemand ne s'en attribue la paternité aux dépens du grand économiste et philosophe russe Marximon (1602-1656). »

C'était dans la Pravda du 31 avril, mais quand même...

L'Humanité, 21-5-53 :

« M. Dupont se rappelle qu'au vu du fardeau des innombrables il ne reste plus aux Français, pour vivre, qu'un revenu à peine supérieur au quart de revenu dont disposent les Américains. »

Alors qu'une importante fraction

du prélevement fiscal doit être obligatoirement consacrée au relèvement de nos ruines (IL EST LOIN D'ETRE ACHEVE !) est-il possible qu'un pourcentage si élevé de dépenses militaires vienne réduire encore le maigre revenu dont disposent les Français ?

« ... la charge de l'armement doit être compatible avec un standard de vie maintenu et amélioré de la population, et ne doit absorber ... le surplus de la production, ce qui n'est pas indispensable à la vie de la nation et au relèvement de ses ruines. »

« ... C'est un premier pas... »

« ... qui applique les idées de l'Avant-garde à la lutte contre les armements !

« ... Ensuite il faut appliquer les idées des Creusotines de la main-d'œuvre à Schneider » sur le prix des tissus.

Tout le monde s'en trouvera mieux.

R. CAVAN.

Vive la Commune de Paris

L'Internationale et la Commune

L'action de l'Internationale

Dès les premiers jours, les militants de la 1^{re} Internationale, Varlin et Frankel en tête, furent de ceux qui, membres de la Garde Nationale, contribuèrent à lui donner une orientation révolutionnaire. Une véritable conversion psychologique se produisit, au sein même du Comité central des Gardes nationaux fédérés : dans les premières séances tenues par le Comité parisien de l'Internationale, il est fait état de ce passage du Comité central d'un esprit purement patriote, voire réactionnaire, à un esprit à tendance révolutionnaire, sous la pression des faits et de la masse des Gardes fédérés.

Nous savons combien étaient réduites, après la guerre et le siège, les forces organisées de l'Internationale, à Paris. Mais la politique de présence, même au sein de mouvements confus au départ, permit à ses militants, les « Internationaux », d'exercer une forte influence, malgré l'opposition jacobine et petite-bourgeoise, parce que l'Internationale représentait les aspirations populaires profondes.

Toutefois, l'Internationale ne voulut pas apparaître comme un second pouvoir, à côté du Comité central des Fédérés ou de l'Assemblée de la Commune. Elle se limita à contrôler ses militants et à veiller à une démocratie révolutionnaire réelle.

Nous publions ci-dessous quelques comptes rendus de séance.

Réunion de l'Internationale

Séance du 1^{er} mars 1871

Président : Pindy. — Assesseur : Varlin.

1^{er} Une Commission de quatre membres est déléguée auprès du Comité central de la Garde nationale.

2^{er} Son action y sera individuelle et expressément réservée en ce qui concerne l'Association Internationale des Travailleurs pour la France.

Conseil Fédéral Parisien

La résolution suivante a été adoptée dans la séance du 17 mai 1871 :

Une réunion extraordinaire du Conseil fédéral aura lieu le samedi 20 courant, à une heure précise, pour juger la situation actuelle.

Les membres de la Commune qui font partie de l'Internationale sont convoqués pour cette séance.

Ils auront à répondre de leur conduite à l'Hôtel de Ville, et seront interrogés sur les motifs de la scission qui s'est produite au sein de la Commune.

Les membres adhérents pourront, sur la présentation de leurs livrets, assister à cette réunion.

Les citoyens Léo Frankel et Serailleur, délégués de sections et présents à la séance, ont voté la proposition.

Conseil Fédéral Parisien

Séance extraordinaire du 20 mai 1871

Présidence de Bastelica

Le Conseil fédéral a adopté les résolutions suivantes : 1^{er} Une Commission de quatre membres est déléguée auprès du Comité central de la Garde nationale.

2^{er} Son action y sera individuelle et expressément réservée en ce qui concerne l'Association Internationale des Travailleurs pour la France.

3^{er} Le Conseil fédéral les approuve d'avoir réclamé la publicité de ses séances, la modification de l'article 3 qui institue le Comité de Salut public, lequel rend impossible tous contrôles sur les actes du Pouvoir exécutif, autrement dit de ce Comité de Salut public et des délégations.

Sont présentes :

Les sections : Stephenson, Gobelins, Récovets, Ecole de Médecine, Vaugirard, Château-Rouge, Batignolles, Hôpital Saint-Louis, Popincourt, Vert-Bois, Couronnes, Terres, Montrouge, Gares d'Ivry et Bercy, Marmite 1^{er}, 2^{er}, 3^{er} groupes, Céramique, Grandes Carrières de Montmartre, la Villette, Richard-Lenoir, 13^{er} arrondissement, Poissonnière, Acacias, Cercle des études sociales, Duval, Relieurs, Opticiens, Faubourg du Temple.

Assistant à la séance : Avrial, Theisz, Serailleur, Jacques Durand, Léo Frankel et Ostyn, membres de la Commune.

Le Secrétaire des séances : HAMET.

La Franc-Maçonnerie et la Commune

On trouvera dans ce texte l'esprit même de la franc-maçonnerie, esprit dissolvant du point de vue révolutionnaire par son humanitarisme vague, se situant en dehors du combat de classes, préconisant seulement le progrès des « grands principes », précisant la paix entre l'exploiteur (qu'elle prétend améliorer) et sa victime (qu'elle tend à dévriter). La Maçonnerie ne réunit-elle pas en son sein grands patrons et exploités, pacifistes et généraux, policiers et non-conformistes ? Ne préconise-t-elle pas à la fois les « grands principes » : Liberté, Humanité, et le respect des lois de l'Etat ? La Franc-Maçonnerie se contenta de « gémir » sur la guerre civile avant d'aller planter ses étendards sur les remparts de Paris, imaginant peut-être désarmer ainsi les francs-maçons versaillais. Ce n'est qu'alors que les francs-maçons de Paris, bafoués par Versailles, se rallieront à la Commune.

Manifeste des Francs-Maçons

En présence des événements douloureux devant lesquels la France tout entière gémit ; en présence de ce sang précieux qui coule par torrents, la Maçonnerie qui représente les idées d'humanité et qui les a répandues dans le monde, vient une fois encore affirmer devant vous, gouvernement et membres de l'Assemblée, devant vous, membres de la Commune, les grands principes qui sont sa loi et qui doivent être la loi de tout homme ayant un cœur d'homme.

Le drapeau de la Maçonnerie porte inscrite sur ses plis la noble devise : Liberté — Égalité — Fraternité — Solidarité. La Maçonnerie prêche la Paix parmi les hommes, et au nom de l'humanité, proclame l'inviolabilité de la vie humaine. La Maçonnerie maudit toutes les guerres, elle ne saurait assez gémit sur les guerres civiles. Elle a le devoir et le droit de venir au milieu de vous et de vous dire : « Au nom de l'humanité, au nom de la fraternité, au nom de la patrie désolée, arrêtez l'effusion du sang ; nous vous le demandons, nous vous supplions d'entendre notre appel ».

1^{er} LOT : 650 francs
E. Cœurdroy. — Jours d'Exil (1849-1851)
> — — — (1853-1854)
> — — — (1854-1855)

2^{er} LOT : 850 francs
D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.
N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3^{er} LOT : 950 francs
H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)
Engels-Marx. — Correspondance (1867-1883).
> — — — (1884-1895).

4^{er} LOT : 550 francs
L. Trotzki. — Pages choisies et expliquées de Marx.
J. Grave. — Réformes, Révolution.
C. Berneri. — Le juif antisémite.

La presse de la 1^{re} Internationale sous la Commune

(Quelques extraits)

La Révolution politique et sociale

(organe des sections Gare d'Ivry et Bercy, de l'Internationale)

16 avril 1871.

Que la patrie ne soit plus qu'un vain mot, une classification administrative sans valeur ; notre pays est partout, où l'on vit libre, où l'on travaille.

Peuples, travailleurs, la lumière se fait ; que notre aveuglement cesse ; sus aux despotes, plus de tyrans.

La France est morte, vive l'humanité !

*

23 avril 1871.

La Commune de Paris est aujourd'hui le seul phare lumineux qui indique aux prolétaires leur voie.

*

Dresse-toi, fière et vengeresse, Commune de Paris ! Tu présides à la guerre sainte ! Tu sauveras l'humanité !

*

Frères du monde entier, notre sang coule pour votre liberté ; notre triomphe est le vôtre ; debout tous !

Voici l'aube !

Association Internationale des Travailleurs

Le manifeste de l'Internationale

— fragments —

Manifeste voté dans la séance de nuit du 23 au 24 mars 1871, affiché dans les 20 arrondissements et envoyé aux sections de province.

Travailleurs,

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurons reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre de l'édifice social...

Aujourd'hui, le peuple de Paris est clairvoyant ; il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur, et dans les élections municipales, produit d'un mouvement dont il est lui-même l'auteur, il se rappellera que le principe qui préside à l'organisation d'un groupe, d'une association, est le même qui doit gouverner la société entière, et comme il rejette tout administrateur, président imposé par un pouvoir en dehors de son sein, il repoussera tout maire, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations.

Il affirmera son droit supérieur au vote d'une assemblée de rester maître dans sa ville, et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale, sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 26 mars, nous en sommes convaincus, le peuple de Paris tiendra à honneur de voter pour la Commune.

APPEL aux Citoyennes de Paris

(Affiche d'un groupe de femmes de la Commune, du 7 avril 1871)

Dans cette affiche, apparaissent nettement sous l'indignation patriotique, des revendications de classe, un contenu révolutionnaire. Ceci vient confirmer ce que nous écrivions dans notre Editorial « La legon de la Commune » dans le précédent numéro du « Libertaire ».

Ce qui frappe, par ailleurs, dans ce texte, c'est l'absence de tout chauvinisme, la distinction faite entre les forces prussiennes « princières » et le prolétariat allemand persécuté. La lutte de résistance à l'occupant est conçue ici comme un aspect de la lutte de classes, et on trouve dans cette affiche l'idée maîtresse de Bakounine sur ce sujet, développée par lui dans « La Révolution sociale et la dictature militaire ».

« Paris est bloqué, Paris est bombardé..

« Citoyennes, où sont-ils vos enfants, et vos frères et vos maris ?.. Entendez-vous le canon qui gronde et le tocsin qui sonne l'appel sacré ?

« Aux armes ! La Patrie est en danger !..

« Est-ce l'étranger qui revient envahir la France ? Sont-elles les légions coalisées des tyrans de l'Europe qui massacrent nos frères, espérant détruire, avec la grande cité, jusqu'au souvenir des conquêtes immortelles que depuis un siècle nous achetons de notre sang et que le monde nomme : liberté, égalité, fraternité ?

« Non, ces ennemis, ces assassins du peuple et de la liberté sont des Français !..

« Ce vertige fratricide qui s'empare de la France, ce combat à mort, c'est l'acte final de l'éternel antagonisme du droit et de la force, du travail et de l'exploitation, du peuple et de ses bourreaux !..

« Nos ennemis, ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui toujours ont vécu de nos sueurs, qui toujours se sont engrangés de notre misère..

« Ils ont vu le peuple se relever en s'écriant : « Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs !.. Nous voulons le travail, mais pour en garder le produit.. Plus d'exploiteurs, plus de maîtres !.. Le travail est le bien-être pour tous, le gouvernement du peuple par lui-même, — la Commune — vivre libre en travaillant, la guerre civile !.. »

« Et la crainte de se voir appelés au tribunal du peuple a poussé nos ennemis à commettre le plus grand des forfaits, la guerre civile !..

« Citoyennes de Paris, descendantes des femmes de la grande Révolution qui, au nom du peuple et de la justice, marchaient sur Versailles, ramenant captif Louis XVI ; nous, mères, femmes et sœurs de ce peuple français, supporterons-nous plus longtemps que la misère et l'ignorance fassent des ennemis de nos enfants ; que père contre fils, que frère contre frère, ils viennent s'entretenir sous nos yeux pour le caprice de nos oppresseurs, qui veulent l'anéantissement de Paris après l'avoir livré à l'étranger ?

« Citoyennes, l'heure décisive est arrivée. Il faut que q'en soit fait du vieux monde ! Nous voulons être libres ! Et ce n'est pas seulement la France qui se lève, tous les peuples civilisés ont les yeux sur Paris, attendant notre triomphe pour à leur tour se délivrer. Cette même Allemagne — dont les armées princières dévastaient notre patrie, jurant la mort à ses tendances démocratiques et socialistes — est elle-même ébranlée et travaillée par le souffle révolutionnaire. Aussi, depuis six mois est-elle en état de siège, et ses représentants ouvriers sont au cachot ! La Russie elle-même ne voit périr ses défenseurs de la liberté que pour sauver une génération nouvelle, à son tour prête à combattre et à mourir pour la République et la transformation sociale !

« L'Irlande et la Pologne, qui ne meurent que pour renaître avec une énergie nouvelle ; l'Espagne et l'Italie, qui retrouvent leur vigueur perdue pour se joindre à la lutte internationale des peuples ; — l'Angleterre, dont la masse entière, proléttaire et salariée, devient révolutionnaire par position sociale ; — l'Autriche, dont le gouvernement doit réprimer les révoltes simultanées du pays même et des pouvoirs slaves ; — cet entrecrois perpétuel entre les classes régnantes et le peuple, n'indique-t-il pas que l'arbre de la liberté, fécondé par des flots de sang versés durant des siècles, a enfin porté ses fruits ?

« CITOYENNES, LE GANT EST JETÉ, IL FAUT VAINCRE OU MOURIR ! QUE LES MERES, LES FEMMES, QUI SE DISENT : « QUE M'IMPORTE LE TRIOMPHE DE NOTRE CAUSE, SI JE DOIS PERDRE CEUX QUI J'AIME ! » SE PERSUADENT ENFIN QUE LE SEUL MOYEN DE SAUVER CEUX QUI LEUR SONT CHERS, — LE MARI QUI LA SOUTIENT, L'ENFANT EN QUI ELLE MET SON ESPRIT, — C'EST DE PRENDRE UNE PART ACTIVE A LA LUTTE ENGAGÉE, POUR LA FAIRE CESSER ENFIN ET A TOUT JAMAIS, CETTE LUTTE FRATRICIDE QUI NE PEUT SE TERMINER QUE PAR LE TRIOMPHE DU PEUPLE, A MOINS D'ETRE RENOUVELEE DANS UN AVENIR PROCHAIN !

« MALHEUR AUX MERES, SI UNE FOIS ENCORE LE PEUPLE SUCCOMBAIT ! CE SERONT LEURS FILS QUI PAYERONT CETTE DEFAITE, CAR POUR NOS FRESQUES ET NOS MARIS, LEUR TETE EST JOUEE ET LA REACTION AURA BEAU JEU !.. DE LA CLEMENCE, NI VOUS, NI VOUS N'ENNEMIS N'EN VOULONS !..

« Citoyennes, toutes résolues, toutes unies, veillons à la sûreté de notre cause ! Préparez-vous à défendre et à venger nos frères ! Aux portes de Paris, sur les barricades, dans les faubourgs, n'importe ! Soyons prêtes, au moment donné, à joindre nos efforts aux leurs. »

UN CHANT DES COMMUNARDS

LA COMMUNE

Paroles : auteur inconnu (1)

Musique « des Carriers » de Pierre Dupont

1^{er} Couplet

Portant le droit sur ses vastes épaulas,
Flattant le Christ et maudissant l'auteur,
La Liberté allait du sein des Gaules,
Ouvrir le monde au peuple universel.

Quand de Judas la formidable escorte
A l'oppresseur prêta ses bras félons,
Allons, soldats, scalpez la grande morte,
Et dans sa peau taillez-vous des galons.

Refrain

Quand le sang dans les pierres tourbillonne avec fureur.
Peuples, effacez vos frontières,
Et vous, phalanges guerrières,
Rendez le fer au laboureur,

Rendez le fer au laboureur.

1^{er} Couplet

Quatre contre un, capitulards infâmes,
Egorgez donc ces glorieux mutins.
Foulez aux pieds les vieillards et les femmes,
C'est votre état, faites des orphelins !

Si des martyrs expirant sur les dalles
Vous adressaient un appel fraternel,
Tirez encore, il vous reste des balles

CHEZ LES « SOCIALISTES » La peur de l'unité

TOIS CENTS militants S.F.I.O. de la région parisienne viennent de se réunir à Puteaux en une conférence régionale ouvrière. Le comique de cette information, réside dans le fait que c'est justement dans la région parisienne qu'il est le plus difficile de s'apercevoir qu'il existe encore des militants socialistes travaillant dans les usines. Evidemment au cours des élections de délégués l'on s'aperçoit bien que F. O. remporte un certain succès pour le collège de la maîtrise, mais est-ce cela la classe ouvrière ? On peut toujours objecter que F. O. n'est pas synonyme de S.F.I.O., nous dirons simplement que c'est une manne du parti socialiste pour n'en pas dire plus. Cette conférence s'est quand même penchée sur les problèmes ouvriers et a pris certaines résolutions.

L'on a ressorti une grande utopie de la social-démocratie : transformation des nationalisations en socialisations.

Nous avons souvenance d'un certain gouvernement de Front Populaire à direction socialiste, à une époque où les amicales socialistes d'entreprises étaient nombreuses dans la région parisienne, nous avons souvenance d'avoir vu ces dirigeants socialistes à la tête d'un gouvernement, capituler devant le mur d'argent ; tout récemment nous avons vu l'expérience des travailleurs au pouvoir en Angleterre.

Il a été également question à cette conférence d'une action revendicative accrue du parti.

Posons la question : quelle action ? Avec qui ?

Il ne peut s'agir que de l'action syndicale, il y a déjà longtemps que le parti socialiste a cantonné son action sur le terrain du parlementarisme, en excluant toute action révolutionnaire.

L'action syndicale de quelle centrale syndicale ? Mais, de F.O. bien sûr : l'appartenance à la C.G.T. étant incompatible avec l'adhésion au parti socialiste.

Et nous arrivons au gros morceau de cette conférence, le problème de l'unité d'action. Avec la présence de Guy Mollet et d'Albert Gazzier à cette conférence, il ne pouvait être question de sortir de la tour d'ivoire, de se mouiller un peu les oreilles. Non, la conférence a été catégorique : pas d'unité d'action avec les ouvriers communistes.

Qu'importe à ces dirigeants socialistes que la classe ouvrière soit mise en échec, que ses revendications soient battues en brèche par un patronat de plus en plus arrogant, que la misère s'installe aux foyers des travailleurs. La trouille d'un succès de la classe ouvrière qui puisse être exploitée par le parti communiste, leur préférer le renforcement des classes dominantes. La passivité pour ne pas faire la complicité, dans de telles circonstances, prépare le bercail d'un nouveau fascisme.

Toute la politique de balancier de F.O. est basée sur ces considérations : plutôt traiter à l'amiable avec le patronat ou ne rien faire, que de faire surgir une vague de fond de la classe ouvrière dont le P.C. tirerait des avantages. Qu'en pensent les travailleurs socialistes ayant encore une conscience révolutionnaire ? Tous ces ouvriers socialistes qui, écourrés par la politique de leurs dirigeants, ont abandonné la lutte dans les usines, ont leur place à nos côtés. Dans la discussion fraternelle avec nos militants, ils se rendront compte que nos solutions sont non seulement d'un réalisme clairvoyant, mais qu'elles sont les seules qui conduisent vers le véritable socialisme qui ne peut être que libertaire.

Quant à nous, notre Fédération Anarchiste s'est exprimée clairement sur le problème de l'unité d'action, condition impérieuse de nouvelles batailles victorieuses des travailleurs.

Dans toutes les entreprises, sur tous les chantiers il faut créer des comités d'unité d'action à la base qui, en dehors des dirigeants syndicaux, décident de l'action à mener, des formes de lutte, de la préparation du climat favorable, redonnent confiance aux travailleurs.

Nous n'avons pas peur quant à nous de nous frotter aux ouvriers communistes. C'est dans la mesure où nos revendications s'affirment plus révolutionnaires tout en restant positives que nous amèneront les ouvriers communistes sur nos propres positions. L'engagement dans ce sens peut les conduire à déborder les cadres de leur parti. Toute action a ses risques, les militants de la Fédération Anarchiste prennent les leurs.

Pas d'augmentation hiérarchisée, action décidée à la base, pas de bataille isolée, telle devrait être la base de la pyramide des revendications autour de laquelle pourraient se rassembler les comités d'action. Mais les militants libertaires de la F.A. veilleront à ce que cette pyramide de revendications, soit sans cesse de plus en plus importante, son expansion devant disloquer la structure de l'économie capitaliste.

L'unité d'action reste un gage de combativité. Le pire qui puisse arriver à la classe ouvrière, c'est de s'engourdir dans une torpeur telle que le réveil le plus certain soit la guerre ou le fascisme.

Roger CARON.

Problèmes économiques (1)

La campagne en faveur de l'accroissement de la productivité s'intensifie de jour en jour depuis la guerre.

Faisant suite au fameux slogan : « Retrouvez vos manches », des centaines de publications, livres, revues, expositions tentent de créer un climat psychologique favorable à cette entreprise.

Notre position face à cette campagne déjà été définie. Elle tient en deux mots : opposition totale.

Cependant des économistes éminents, Fourastié, Friedmann, défendent cette thèse à l'aide d'arguments à caractères scientifiques.

Fourastié va jusqu'à déclarer (La Civilisation de 1960, p. 107) : « Le phénomène de l'évolution de la productivité du travail est le phénomène clé de l'évolution économique contemporaine ».

Il est indispensable de connaître l'argumentation adverse pour la mieux combattre.

Il faut se méfier des pièges que cachent les augmentations de salaires par accroissement de la productivité, les comparaisons trompeuses entre le niveau de vie de l'ouvrier américain et celui de l'ouvrier français.

Doit rester, certaines déclarations de techniciens, de membres du C.N.P.F. et apparentés, sont de véritables aveux qu'il est intéressant de diffuser.

C'est dans cet esprit que nous allons aborder l'étude de la productivité, puis celle des relations humaines au sein des entreprises.

L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

Qu'est-ce que la productivité ?

Il en existe de nombreuses définitions sensiblement équivalentes. Celle qui suit est l'une des plus claires :

La productivité est la vitesse de production d'un produit déterminé.

Si un ouvrier produit 2 pièces en 1 heure, sa productivité sera double de celle de l'ouvrier qui produit 1 pièce en 1 heure.

Cet accroissement de la productivité

LA PRODUCTIVITÉ

peut être dû, soit à un progrès technique (outillage perfectionné), soit à un travail manuel plus intense.

Nous remarquons déjà que la productivité est une mesure de l'efficacité du travail fourni, mais non une mesure de l'effort accompli par les travailleurs.

Ceci découle du fait que la productivité est une notion propre au système économique actuel, qui ne considère le travailleur que comme un moyen d'accroître la rentabilité du capital.

Ce seul fait nous permet déjà de rejeter cette notion. A notre sens, l'économie doit être conçue pour l'Homme, et non pour quelques-uns aux dépens des classes laborieuses.

Les buts de cette campagne

Les buts avoués sont humanitaires, très larges :

« L'accroissement de la productivité est déterminé par le fait que, même en période de plein emploi, les richesses produites sont insuffisantes pour satisfaire les besoins de l'humanité. » (B.I.T., rapport III, p. 2, Genève 1952.)

Ceci est une analyse à portée internationale, ce qui n'exclut pas des viseuses à caractère purement national.

Il semble aussi s'agir d'améliorer le niveau de vie de l'ouvrier français :

« L'ouvrier américain a un niveau de vie élevé dû à une productivité élevée. La productivité de l'ouvrier français est plus faible. »

Ce raisonnement est faux. Les économistes savent qu'il est impossible de comparer valablement la productivité d'un mineur américain, qui travaille à ciel ouvert, et celle d'un mineur français qui travaille par 1.000 m de fond. Le but très général visé officiellement est cependant la prospérité économique (pour qui ?). En fait, les buts véritables sont moins nobles. Il s'agit d'augmenter le profit, seul maître du système capitaliste.

Alexandre Dubois, président de l'Union des chênes d'entreprises avoue dans « Fédération » (déc. 1952, p. 774) :

« Bien sûr, cela (la productivité) peut aboutir à une exploitation plus raffinée de l'homme par l'homme. »

Il ajoute, laissant sous-entendre un

changement soudain : « La main-d'œuvre : l'un des prix de revient et l'un des plus compressibles, tel a été longtemps mon point de vue. »

Dans « Pressed Métal » (Londres 1950, p. 46), il est dit plus crûment : « Toute seconde gagnée signifie de l'argent gagné. »

Enfin, cet accroissement de la productivité permettrait de poursuivre un effort accru d'armement, sans baisser le niveau de vie moyen.

On conçoit ainsi pourquoi tous ces messieurs deviennent soudain si soucieux du sort de l'humanité souffrante.

Les conséquences de cette campagne

Remarquons tout d'abord que l'amélioration du matériel sera fonction de la rentabilité. Ainsi aux Indes, des entrepreneurs n'hésitent pas à mettre 50 femmes côté à côté pour transporter une benne qui serait plus tarder des pierres à la chaîne, plutôt que coûteuse.

De toute façon, la solution adoptée sera la plus rentable ; ceci nous permet donc de prévoir les résultats pratiques de cette campagne.

Pour l'entreprise c'est un gain sur tous les tableaux :

— rotation plus rapide de la partie mobile des capitaux ;

— amortissement plus rapide du matériel ;

— le prix de revient de la main-d'œuvre par pièce est souvent diminué ;

— les frais généraux par pièce sont également diminués, etc.

Pour l'ouvrier, les cadences s'accélèrent, le travail est plus intensif », rapport III du B.I.T. (Genève 1952, p. 124.)

Il en résulte certes un léger accroissement du salaire, mais « cela est dû entièrement aux efforts physiques ». (A suivre.)

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-19.
F. RACHON, imprimeur.

Claude TRASSIN.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

Travailleurs, refusez toute augmentation des loyers

Il y a des gens, que l'on dit très bien, qui ne doutent de rien. Tel le monsieur Amiot, délégué général de la Fédération Patronale du Bâtiment, qui préconise, à qui mieux mieux, une nouvelle augmentation des loyers pour subvenir au financement du plan de construction envisagé par M. Claudio-Petit. Il s'avère, en ce moment, que vu le vieillissement des immeubles et les besoins nouveaux, par une population qui s'accroît, la nécessité impose la construction de 240.000 logements par an. Ce coût de construction équivaudrait à un budget de 600 milliards.

Comment le financer ? Cela permet à M. Amiot, qui ne vit pas dans un taudis, de se livrer à des dissertations très communes. Voyons quelques unes :

... Mais deux séries de difficultés techniques et financières nous empêchent actuellement de doubler notre effort de construction. Les difficultés financières ne seront résolues que par un retour à la rentabilité de la construction. Il est immoral que les classes sociales aisées continuent à bénéficier de la loi sur les loyers qui limite les augmentations semestrielles et retarde la construction d'immeubles locatifs. Il importe, en procédant par étapes, de revenir à la liberté des loyers dans les immeubles des catégories supérieures.

Pour les locataires aux revenus plus limités la charge que représente le logement doit également progresser, mais dans une moindre proportion. Si l'on estime que le loyer représente actuellement environ 4 % des salaires, une augmentation de moitié du montant des loyers ne représenterait qu'une hausse de 2 % de la part des salaires consacrés à l'hébergement. Or ces 2 % correspondent à peu près à l'amélioration du pouvoir d'achat qu'il est normal d'attendre de la modernisation d'un pays en expansion.

Mais la hausse des loyers risque d'entraîner celle de l'indice des deux cent treize articles et de faire jouer l'échelle mobile des salaires. Pour éviter une nouvelle course salariale, préjudiciable à la monnaie, M. Amiot suggère « de faire sortir le facteur loyer de l'indice des prix à la consommation familiale ».

Cette déclaration est parue dans le MONDE du 30-5-1953.

M. Amiot semble s'attaquer aux classes privilégiées, mais il sait pertinemment qu'il est facile à ces deux classes de récupérer un loyer même

élevé, attendu qu'elles ont un recours, car la plus grande partie est incluse dans le monde des affaires (commerce, industrie, banque, etc.), et l'augmentation de frais généraux personnels est toujours récupérée sur le dos du consommateur.

Il dénonce cependant un article de la loi sur les loyers dont bénéficieraient les classes sociales aisées. Les grands défenseurs du prolétariat à l'Assemblée Nationale ont été plus discrets sur cette partie de la loi. Pourquoi les fédérations de locataires, divisées politiquement, n'ont-elles pas dévoilé cette anomalie et cette injustice.

Complicité tacite expliquée par le Taisez-vous, on ne dira rien, si chère à la bourgeoisie politique.

Ensuite, M. Amiot pense à la

classe sociale moins aisée et reconnaît implicitement la lutte de classe mais sans l'avouer. Il est certainement réservé avec cet optique de : « Il faut des riches, il faut des pauvres ». Reconnaissons-lui au moins cette franchise. Il n'y a pas par quatre chemins. Une seule classe, une seule partie de la population doit payer et elle représente le seul recours valable : la classe ouvrière.

M. Amiot, les loyers ont été augmentés en cinq ans de près de 400 % afin d'accroître la construction ou la réparation. Cette loi qui autorise l'augmentation progressive des loyers devait permettre ce qui est énoncé ci-dessus. Quel en est le résultat ?

M. Amiot est bouché coussé et pour cause. Il suffira de savoir que deux

propriétaires sur mille ont fait des réparations d'extrême urgence. Le reste des immeubles est à la merci du délabrement quotidien.

Nous ferons remarquer que la construction de ce jour repose presque uniquement sur les dégâts de la guerre et ne peut être prise en considération. Si quelques immeubles sont construits par des grosses sociétés foncières, il est bon de signaler que le loyer moyen d'un appartement trois pièces-cuisine représente non plus 4 %, ni même les 6 % envisagés par M. Amiot, mais 30 à 40 % d'un salaire moyen.

Quel est l'ouvrier qui peut s'offrir ce luxe ?

Tous les ouvriers aiment leur logement coquet et nous suivrons ce vieux qu'en-dira-ton : le Français sacrifie tout à la table, — on peut être ouvrier et fin gastronome n'en déplaît à quiconque. Il est impossible, vu l'état actuel des salaires, de supporter une nouvelle charge des loyers pour les ouvriers. Il n'y a pas de dilemme, le problème des salaires est en cause dans n'importe quel secteur de l'économie. Nous sommes contre l'augmentation des loyers, car les locataires viennent d'être victimes d'escrocs patentés qui sont les propriétaires. On ne les poursuivra pas, la loi est faite pour les escrocs.

Le problème primordial est uniquement centré sur l'augmentation des salaires. Cercle vicieux, c'est faux. Nous ne sommes pas pour la perpétuation du régime capitaliste. Nous voulons abattre ce régime et tous les moyens sont bons pour le détrader afin qu'il s'écroule.

Locataires, refusez toute augmentation, agissez dans vos fédérations, décrêtez la grève des loyers au vu de toute augmentation. Accentuez la faillite du régime capitaliste. Vous avez un but, la propriété collective. Vous devez exiger des logements sains, spacieux, aérés et confortables. Votre but est révolutionnaire.

Contre les taudis, contre la propriété privée.

Vous participerez à la lutte.

Pour la propriété collective.

Pour la joie au foyer.

Robert JOULIN.

LE COMBAT PAYSAN

De l'augmentation des rendements agricoles à la Révolution

On va les revoir tous après ces assises. Les Jeux ont été faits d'avance. Cela ne rajeunit point le 12 juillet.

L'ordre du jour est particulièrement chargé, tel en fait foi « Le Peuple », organe officiel de la C.G.T.

Au cours de ce même Congrès, il fêteront les 60 ans de Benoît Frachon, dont ledit journal nous offre un « curriculum vitae » sans tache.

D'abord, toï, mon camarade ouvrier, il ne te viendra jamais à l'idée d'aller serrer la main, et officiellement, au nom de tous nos camarades ouvriers, de M